



Profils de financement DES PETITES ENTREPRISES

Programme de recherche sur le
financement des PME

octobre 2008

Entrepreneurs en région rurale

Christine Carrington et Lubaki Zantoko

Direction générale de la petite entreprise et du tourisme
Industrie Canada

Points saillants pour 2004 du profil des entrepreneurs en région rurale

- En 2004, les petites et moyennes entreprises (PME) établies en région rurale représentaient 28 % des PME canadiennes, dont le nombre est estimé à 1,4 million. Cette proportion est légèrement plus élevée que celle de la population canadienne vivant en région rurale (20 %).
- Les provinces des Prairies comptaient la proportion la plus élevée de PME établies en région rurale (36 %), suivies du Québec (24 %), de l'Ontario (21 %), des provinces de l'Atlantique (11 %) et de la Colombie-Britannique (8 %).
- En 2004, près du tiers des PME établies en région rurale évoluaient dans le secteur agricole et dans le secteur primaire, comme l'exploitation minière, les pêches et l'exploitation forestière.
- Les PME se trouvant en région rurale sont en activité depuis plus longtemps, comptent moins d'employés et sont plus souvent des entreprises appartenant à un travailleur indépendant.
- Les PME rurales affichent un rendement financier plus faible que celui des entreprises des centres urbains.
- Les PME rurales ont davantage tendance à se tourner vers des sources de financement officielles, comme le crédit commercial, et leurs demandes sont approuvées dans une plus grande proportion.
- Plus du tiers des PME rurales effectuent leurs opérations bancaires courantes auprès de coopératives d'épargne et de crédit et de caisses populaires, par rapport à seulement 15 % des PME urbaines.
- Les PME rurales ont davantage tendance à faire affaire avec une seule institution financière, pendant de plus longues périodes, que les PME urbaines.

Cet article, qui repose sur la base de données détaillée du Programme de recherche sur le financement des PME, en particulier l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises de 2004, présente le profil des entrepreneurs canadiens en région rurale, puis examine les besoins et pratiques de financement propres aux PME rurales et les compare avec ceux des PME urbaines.

DÉFINITIONS

Les petites et moyennes entreprises (PME) en région rurale sont définies comme les établissements commerciaux comptant moins de 500 employés et enregistrant un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de dollars. Sont exclus les organismes sans but lucratif ou publics, les écoles, les hôpitaux, les filiales, les coopératives et les sociétés de financement et de crédit-bail.

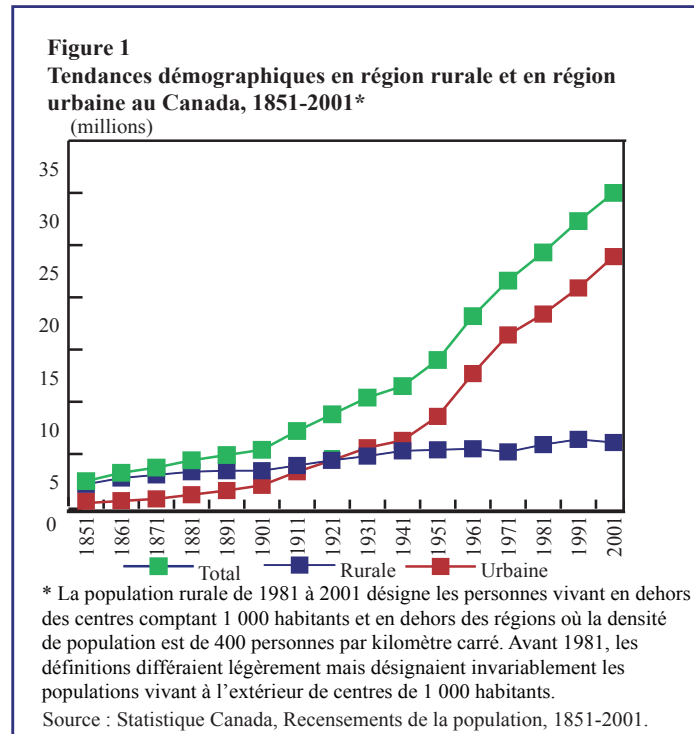
Plusieurs définitions sont utilisées pour répartir en catégories les régions rurales (du Plessis et coll., 2001). Dans le présent article, sauf indication contraire, les régions rurales du Canada sont principalement recensées en fonction du code postal – un zéro comme deuxième chiffre dans un code postal désigne une région rurale.

Cette définition des PME en région rurale est tirée de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de 2004. L'enquête a adopté récemment la définition de région rurale et petite ville (RRPV) pour recenser les régions rurales. Les RRPV incluent la population vivant dans les régions se trouvant en dehors des aires de navette quotidienne de centres urbains plus grands (plus de 10 000 habitants). Les recherches ultérieures ayant trait au Programme de recherche sur le financement des PME utiliseront la définition de RRPV.

TENDANCE DÉMOGRAPHIQUE DANS LES RÉGIONS RURALES DU CANADA

Depuis 1921, la population vivant en région rurale au Canada n'a jamais dépassé celle vivant dans les centres urbains. Même si les régions rurales ont connu une croissance démographique naturelle modérée

depuis, celle-ci n'a pas égalé le rythme rapide de la croissance dans les régions urbaines (figure 1)¹. En 2006, seulement 20 % des Canadiens vivaient en région rurale.



De nombreux facteurs contribuent à l'urbanisation du Canada. Selon des études, il y a une tendance stable à l'émigration dans de nombreuses régions rurales, principalement de la part des jeunes vivant en région rurale (Fellegi, 1996). On observe un exode des jeunes des régions rurales depuis 1971, ces derniers se rendant dans les centres urbains pour y suivre des études ou acquérir une expérience de travail (Tremblay, 2001). Tout au plus, seulement 39 % de ces jeunes retourneront dans leur collectivité rurale dix ans plus tard (Dupuy et coll., 2000). En 2001, les professions non spécialisées étaient nettement plus nombreuses dans les régions principalement rurales, tandis que les professions en gestion et les professions libérales se concentraient davantage dans les régions principalement urbaines (Alasia et Magnusson, 2005). Les titulaires de diplôme sont plus nombreux dans les

grandes villes qu'en région rurale. Cette situation peut poser problème aux entreprises rurales qui ont besoin d'une main-d'œuvre qualifiée.

On observe également une tendance chez les immigrants à s'installer dans les centres urbains canadiens plutôt qu'en région rurale. En 2001, les immigrants représentaient 18 % de la population canadienne et 89 % d'entre eux vivaient en région urbaine (Beshiri et Alfred, 2002). Cette tendance importante a nuí aux entreprises rurales puisqu'on estime que 70 % de la croissance de la population active au Canada entre 1991 et 2001 est attribuable aux immigrants.

D'importants changements se produisent également sur le marché de l'emploi rural. Traditionnellement, l'emploi dans de nombreuses régions rurales était grandement tributaire des entreprises évoluant dans le secteur des ressources naturelles. Comme on le mentionnera plus loin dans le présent article, les progrès technologiques et l'automatisation changent la façon dont le travail est effectué dans ces industries, en particulier en agriculture. Le secteur agricole supprime des emplois puisque les travailleurs sont progressivement remplacés par des machines (Mwansa et Bollman, 2005). D'après le recensement de l'agriculture de Statistique Canada, le nombre d'exploitations agricoles diminue au Canada, ayant chuté de 11 % en cinq ans entre 1996 et 2001.

ENTREPRENEURIAT RURAL

En 2004, il y avait 392 000 PME établies en région rurale, soit 28 % des PME canadiennes, dont le nombre est estimé à 1,4 million. Cette proportion est légèrement plus élevée que la proportion de la population canadienne vivant en région rurale (20 %) (tableau 1). Ceci donne à penser que les Canadiens vivant en région rurale sont plus nombreux à travailler à leur compte que ceux vivant dans les centres urbains².

¹ La croissance démographique naturelle (accroissement naturel) se produit quand le nombre de naissances est supérieur au nombre de décès.

² La densité d'entreprises mesure le nombre d'entreprises dans une population divisé par le nombre d'habitants. Selon le recensement de Statistique Canada effectué en 2006 et les données du *Registre des entreprises*, 6 % des Canadiens vivant en région rurale sont propriétaires d'une PME, par rapport à 4 % de ceux vivant en région urbaine.

Tableau 1
Répartition régionale des PME et de la population dans les régions rurales et urbaines, 2004

	Rurale		Urbaine	
	Population*	PME	Population*	PME
	(%)		(%)	
Provinces de l'Atlantique	46	51	54	49
Québec	20	31	80	69
Ontario	15	17	85	83
Prairies	23	46	77	54
Colombie-Britannique	15	16	85	84
Yukon, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest	46	n.d.	54	100
Canada	20	28	80	72

* Le recensement de Statistique Canada définit la région urbaine comme une région qui compte au moins 1 000 habitants et a une densité de population d'au moins 400 habitants par kilomètre carré. Tout le territoire à l'extérieur des régions urbaines est considéré comme rural. Ensemble, les régions urbaines et rurales couvrent tout le Canada.

Sources : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004; Statistique Canada, Recensement de 2001.

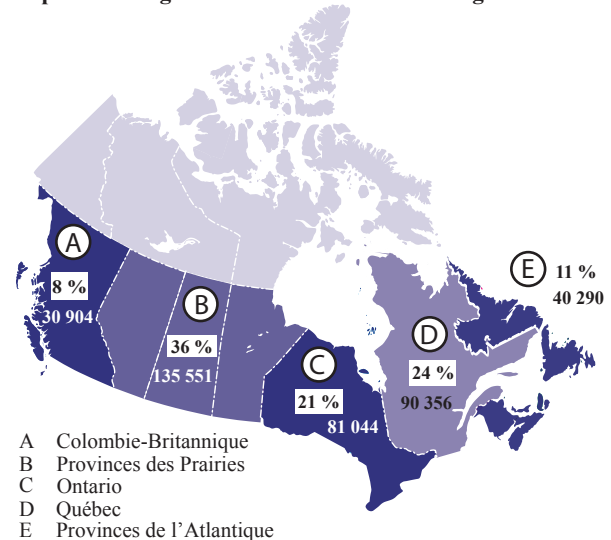
Le tableau 1 montre que plus de la moitié des PME des provinces de l'Atlantique se trouvent en région rurale, proportion qui coïncide avec la part de population vivant en région rurale (46 %). Dans toutes les régions, les proportions de PME rurales sont plus élevées que les proportions de population vivant en région rurale.

La figure 2 présente la répartition des PME établies en région rurale à travers le pays. Les Prairies comptent la proportion la plus élevée, avec 36 %, suivies du Québec (24 %), de l'Ontario (21 %), des provinces de l'Atlantique (11 %) et de la Colombie-Britannique (8 %).

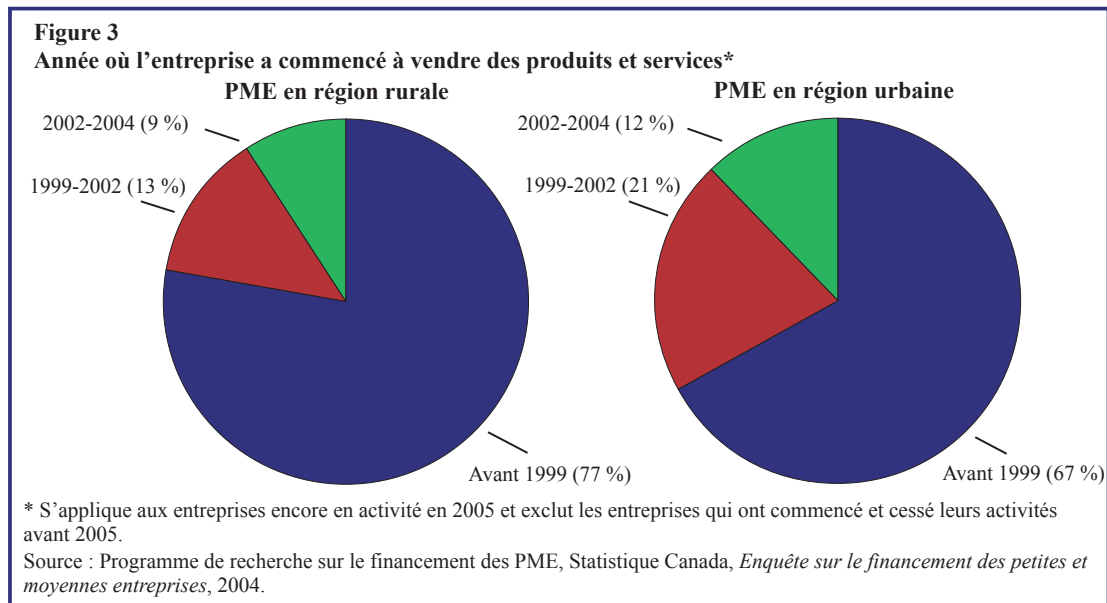
En 2004, les PME établies en région rurale affichaient un chiffre d'affaires annuel combiné de 216 milliards de dollars, par rapport à 623 milliards de dollars pour les entreprises situées en région urbaine. Les PME rurales représentaient donc 26 % du chiffre d'affaires total des PME canadiennes en 2004.

Comme on le voit à la figure 3, les PME établies en région rurale sont, en moyenne, en activité depuis un peu plus longtemps que les entreprises situées dans les centres urbains. Environ 77 % des PME rurales exerçaient leurs activités depuis plus de cinq ans en 2004, par rapport à seulement 67 % des PME urbaines. Ceci pourrait signifier qu'entre 1999 et 2004, le taux de démarrage d'entreprises en région rurale a accusé

Figure 2
Répartition régionale des PME établies en région rurale



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.



un léger retard par rapport aux régions urbaines (4 % par an, en moyenne, en région rurale par rapport à 6 % en région urbaine). Selon des études antérieures portant sur la période allant de 1993 à 1996, le taux de démarrage d'entreprises était également moins élevé dans les collectivités de petite taille que dans les grandes (Mendelson, 1999).

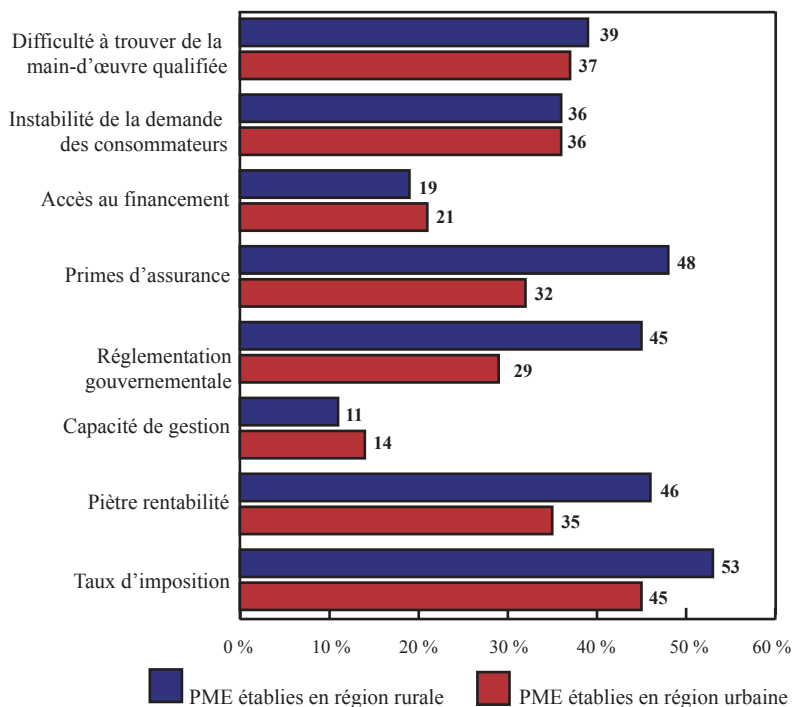
Si l'on exclut les entreprises évoluant dans le secteur agricole, le profil d'âge des entreprises en région rurale se rapproche toutefois de celui des entreprises en région urbaine. Les PME agricoles et, plus précisément, les exploitations agricoles familiales, sont généralement en activité depuis plus longtemps que les entreprises des autres secteurs. En fait, moins de 15 % des PME agricoles avaient été établies après 1999.

CROISSANCE DES ENTREPRISES ET OBSTACLES PERÇUS

Il peut s'avérer difficile pour les entrepreneurs d'établir et de faire prospérer une entreprise. Les

entrepreneurs ruraux, en particulier ceux des régions éloignées, se heurtent probablement à des obstacles supplémentaires comme la distance accrue jusqu'aux marchés et aux services aux entreprises. La figure 4 présente les obstacles à la croissance de l'entreprise perçus par les PME en région rurale et celles en région urbaine. Si l'on compare les obstacles relevés par les PME en région rurale et celles en région urbaine, on observe de nombreuses similarités : recrutement de travailleurs qualifiés, accès au financement, instabilité de la demande des consommateurs et capacité de gestion. Les taux d'imposition sont considérés comme le plus grand obstacle tant par les PME établies en région urbaine que celles établies en région rurale, tandis que la capacité de gestion constitue l'obstacle le moins grand. Ces constatations sont similaires à celles faites par St-Pierre et Beaudoin (2002). Les PME rurales semblent plus préoccupées que celles des régions urbaines par les obstacles suivants : taux d'imposition, primes d'assurance, piètre rentabilité et réglementation gouvernementale.

Figure 4
Obstacles perçus à la croissance et au développement des entreprises



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

PROFIL DES ENTREPRENEURS ÉTABLIS EN RÉGION RURALE ET DE CEUX ÉTABLIS EN RÉGION URBAINE

Entrepreneurs établis en région rurale	Caractéristiques	Entrepreneurs établis en région urbaine
Femmes (13 %), hommes (60 %) et partenariats mixtes (27 %)	Sexe	Femmes (18 %), hommes (65 %) et partenariats mixtes (17 %)
Moins de 40 ans (14 %)	Âge	Moins de 40 ans (20 %)
Anglais (70 %), français (24 %) et autres langues non officielles (6 %)	Langue maternelle	Anglais (66 %), français (17 %) et autres langues non officielles (17 %)
Minorités visibles (1 %), Autochtones (2 %) et personnes handicapées (6 %)	Statut minoritaire	Minorités visibles (10 %), Autochtones (1 %) et personnes handicapées (3 %)
Plus de 10 ans (81 %)	Expérience en gestion	Plus de 10 ans (65 %)
Entreprises qui exportent à l'étranger (6 %)	Activité d'exportation	Entreprises qui exportent à l'étranger (9 %)
Parti de zéro (64 %), reprise de l'affaire d'un membre de la famille (22 %) et reprise de l'affaire d'une personne autre qu'un membre de la famille (13 %)	Moyen employé pour devenir propriétaire	Parti de zéro (80 %), reprise de l'affaire d'un membre de la famille (5 %) et reprise de l'affaire d'une personne autre qu'un membre de la famille (13 %)

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

PRÉDOMINANCE DES INDUSTRIES DU SECTEUR PRIMAIRE DANS LES RÉGIONS RURALES DU CANADA

L'agriculture et d'autres industries primaires, comme la foresterie, l'exploitation minière et les pêches, continuent de façonner les régions rurales et côtières du Canada, ce qui se reflète dans la répartition des entreprises selon l'industrie (figure 5). En 2004, 31 % des PME établies en région rurale évoluaient dans le secteur agricole et le secteur primaire, par rapport à seulement 4 % des PME se trouvant en région urbaine. Cette concentration dans les secteurs d'exploitation des ressources naturelles a une grande influence sur le profil général des entreprises rurales, comme on l'a déjà observé au chapitre de l'âge et du développement des entreprises.

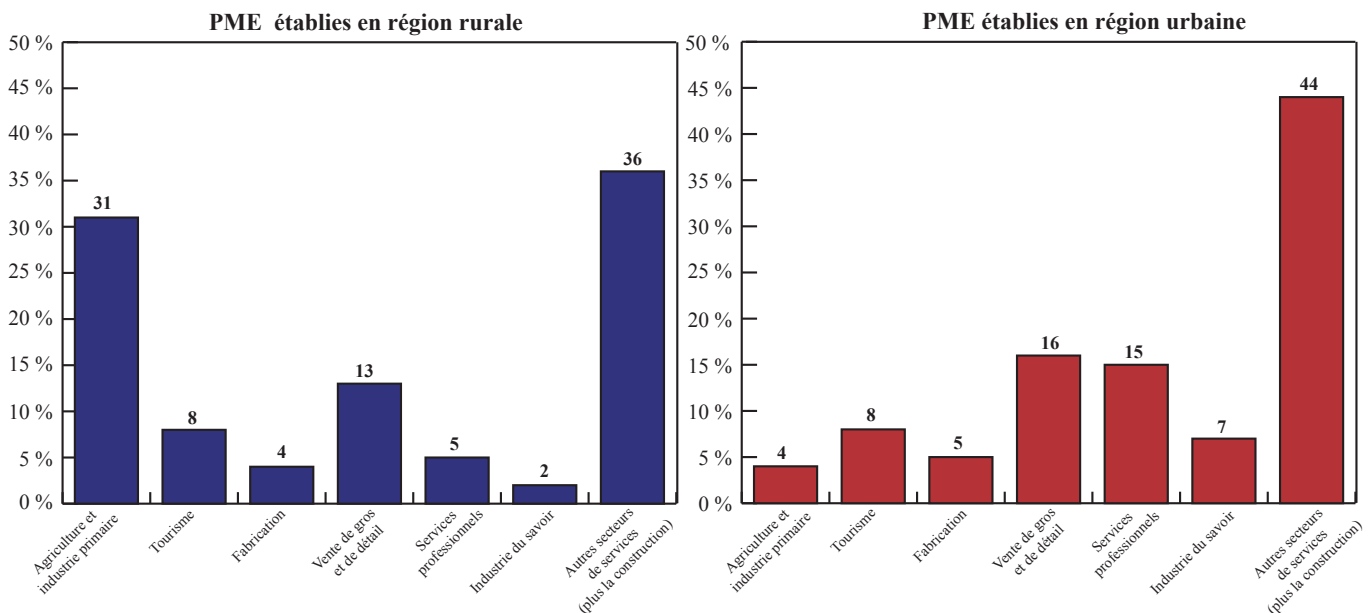
Il existe encore, en région rurale, des PME dans chaque industrie de l'économie quoique à des densités moindres que dans les régions urbaines. Comme le montre la figure 5, 36 % des PME établies en région rurale évoluaient dans les autres secteurs de services (plus la construction) par rapport à 44 % des PME en région urbaine; 13 % évoluaient dans le secteur de la vente de gros et de détail (par rapport à 16 % en région urbaine), 8 % dans le tourisme (par rapport à 8 %

en région urbaine), 5 % dans le secteur des services professionnels (par rapport à 15 % en région urbaine), 4 % dans la fabrication (par rapport à 5 % en région urbaine) et 2 % dans l'industrie du savoir (par rapport à 7 % en région urbaine).

Bien que les PME établies en région rurale soient beaucoup plus actives dans les secteurs des ressources naturelles que dans l'industrie du savoir, il n'existe qu'un léger écart dans le taux d'activité de recherche-développement (R-D) en cours entre les régions rurales et les régions urbaines. Ainsi, 26 % des PME établies en région rurale ont signalé avoir alloué en 2004 un pourcentage de leurs dépenses totales à la R-D visant des produits, des services ou des procédés, par rapport à 30 % pour les PME établies en région urbaine (Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004).

Ceci est révélateur des progrès technologiques réalisés en agriculture et dans l'extraction des ressources, qui modifient graduellement le paysage rural et réduisent la taille de la main-d'œuvre (Reimer et Apedaile, 2000). En fait, l'adoption de la technologie et l'automatisation dans le secteur agricole ont entraîné la suppression d'environ 25 000 emplois entre 1991

Figure 5
Répartition des entreprises selon le secteur industriel, 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004.

et 1996 (Keith, 2003). La nouvelle réalité dans les industries primaires rurales du Canada est la suivante : des entreprises dynamiques sur le plan technologique, qui cherchent à livrer concurrence à l'échelle mondiale et qui ont davantage besoin de travailleurs ayant des compétences spécialisées (Davis et Hulett, 1999).

TAILLE DES PME ÉTABLIES EN RÉGION RURALE

Même s'il existe une similarité dans la répartition selon la taille entre les PME établies en région rurale et celles établies en région urbaine, la concentration d'industries d'extraction des ressources en région rurale au Canada influe sur la taille globale des entreprises rurales. Pour ce qui est du nombre d'employés, on a constaté que les entreprises rurales étaient de plus petites exploitations que les entreprises en région urbaine. La figure 6 montre que 86 % des

entreprises rurales sont des microentreprises, comptant moins de cinq employés, par rapport à 83 % des entreprises établies en région urbaine.

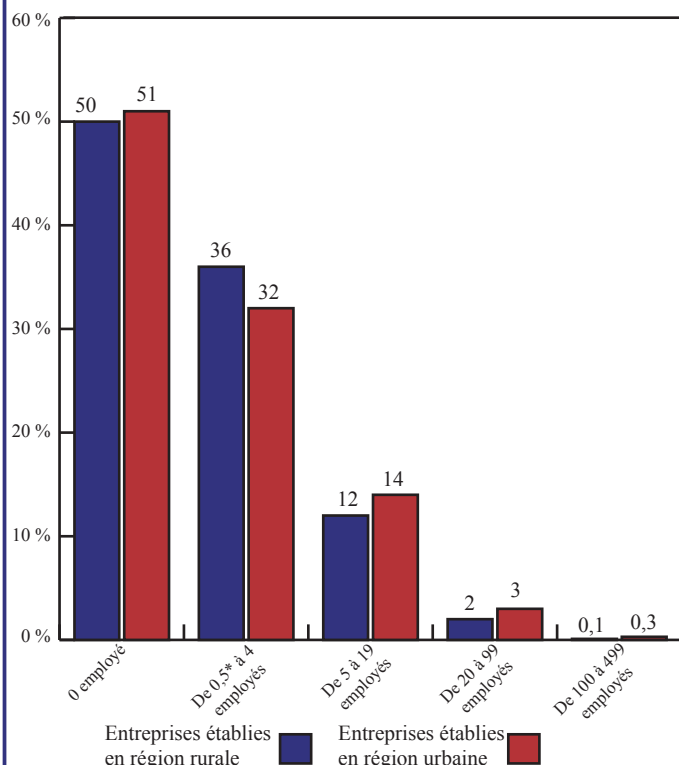
La présence de petites PME agricoles a une incidence particulière sur la taille des entreprises en région rurale, du fait qu'une part importante des exploitations agricoles appartient à un travailleur indépendant. Ainsi, 90 % des PME dans le secteur agricole et le secteur primaire comptent moins de cinq employés. Selon l'*Enquête sur la population active*, on comptait plus de 1,5 million d'entrepreneurs indépendants en région rurale par rapport à près de 850 000 dans les centres urbains. Ceci représentait 65 % de l'ensemble des travailleurs indépendants au Canada en 2000, en hausse par rapport au taux de 59 % affiché dix ans plus tôt. Selon des études, toutefois, l'exclusion de l'activité agricole au sein des travailleurs indépendants réduit grandement la différence entre régions rurales et urbaines au chapitre du taux de travailleurs indépendants (du Plessis, 2004).

La forte présence d'exploitations agricoles familiales dans les régions rurales du Canada est également manifeste quand on se penche sur la méthode la plus courante par laquelle les entreprises en région rurale ont été établies. Un cinquième des PME établies en région rurale (22 %) sont achetées à un membre de la famille, par rapport à 5 % seulement pour les PME en région urbaine (Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004). De plus, une part importante de ces entreprises « appartenant à des familles qui en assurent aussi l'exploitation » fonctionne à partir du domicile de l'entrepreneur (72 % des PME établies en région rurale par rapport à 48 % des PME situées en région urbaine). Ces caractéristiques correspondent bien aux PME évoluant dans le secteur agricole.

RENDEMENT FINANCIER DES PME ÉTABLIES EN RÉGION RURALE

Le tableau 2 présente les principaux chiffres des états financiers de la PME moyenne établie en région rurale en 2004, par rapport à l'entreprise moyenne établie en région urbaine. Trois mesures communes de rentabilité ont été utilisées aux fins de cette comparaison : la

Figure 6
Répartition des entreprises selon la taille de l'entreprise, 2004



* L'emploi à temps partiel correspond à un demi-emploi à temps plein.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

marge bénéficiaire brute³, les coefficients de liquidité⁴ et les ratios de levier financier⁵. En moyenne, les PME appartenant à un entrepreneur en région rurale :

- ont des taux de rentabilité plus faibles que les entrepreneurs urbains (26 % par rapport à 29 %);
- sont moins en mesure de respecter leurs obligations financières à court terme que les entrepreneurs urbains (le coefficient moyen de liquidité générale des PME rurales est de 1,4, par rapport à 1,7 pour les PME urbaines);

- ont des ratios de solvabilité à long terme comparables (les ratios moyens d'endettement et de capitaux propres des PME rurales sont de 0,52 et 1,1 respectivement, comparativement à 0,53 et 1,14 respectivement pour les PME urbaines).

FINANCEMENT

Le tableau 3 et les figures 7 à 13 présentent un aperçu de l'activité de financement des PME établies en région rurale en 2004, par rapport aux entrepreneurs en région urbaine. En 2004, les entrepreneurs en région

Tableau 2
Chiffres des états financiers, 2004*

		PME en région rurale (moyenne, en \$)	PME en région urbaine (moyenne, en \$)
Information tirée du bilan			
Actif	À court terme	168 000	211 000
	Immobilisé	327 000	323 000
	Total	495 000	533 000
Passif	À court terme	119 000	122 000
	À long terme	141 000	162 000
	Total	260 000	284 000
Capitaux propres	Bénéfices non répartis	131 000	137 000
	Total	236 000	249 000
Information sur les résultats			
Recettes	Ventes	555 000	573 000
	Autres recettes	45 000	52 000
	Total	600 000	625 000
Coût des biens vendus		409 000	406 000
Profit net (perte) avant impôt		44 000	n.d.
Indicateurs du rendement et de la situation financière des PME			
Ratio de rentabilité, marge bénéficiaire brute		26 %	29 %
Coefficient de liquidité (coefficient de liquidité générale moyen)		1,4	1,7
Ratio d'endettement		0,52	0,53
Ratios capitaux d'emprunt/capitaux propres		1,1	1,14

* Le total de ces chiffres peut être inexact du fait que les chiffres ont été arrondis, ou en raison de l'absence de certaines données figurant au bilan ou dans les résultats.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

³ Marge bénéficiaire brute = (ventes nettes – coût des produits vendus) / ventes nettes.

⁴ Les coefficients de liquidité fournissent de l'information sur la capacité d'une entreprise à respecter ses obligations financières à court terme.

⁵ Les ratios de levier financier mesurent le recours à l'emprunt et aux capitaux propres pour financer les actifs.

rurale ont présenté plus de demandes de financement par emprunt et location-bail que leurs homologues en région urbaine, et le taux d'approbation était plus élevé. En fait, 88 % et 99 % respectivement des PME en région rurale ont vu leurs demandes de financement par emprunt et par location-bail approuvées, par rapport à des taux d'approbation de 77 % et 94 % respectivement pour les PME établies en région urbaine. Les principales conclusions tirées au chapitre du financement sont les suivantes :

- Les entrepreneurs ruraux ont plus facilement accès au financement par emprunt et par location-bail, comme en témoigne le taux plus élevé d'approbation de leurs demandes.
- Les entrepreneurs en région rurale se tournent généralement davantage vers des moyens officiels de financement quand ils sont bien établis.
- Les entrepreneurs en région rurale ont davantage recours aux prêts et subventions du gouvernement.

Selon une comparaison entre l'enquête de 2004 et les enquêtes antérieures de 2000 et 2001, la demande de financement par emprunt, location-bail et capitaux propres de la part des PME en région rurale a grandement fluctué. Le taux de demande de financement par emprunt s'élevait à 31 % en 2000, pour régesser à 22 % en 2001 et remonter à 26 %

en 2004. Le taux de demande de financement par location-bail a diminué au fil du temps, s'élevant à 9 % en 2000, pour chuter à 6 % en 2001 et descendre à 4,7 % en 2004. En revanche, on n'a observé aucune différence significative dans les taux d'approbation des emprunts et de la location-bail pour les PME établies en région rurale.

Les taux élevés de demande et d'approbation des PME en région rurale sont étroitement liés au secteur agricole, qui a enregistré les taux de demande et d'approbation d'emprunt les plus élevés de tous les secteurs. Les taux élevés d'approbation peuvent être attribués au fait que les PME agricoles possèdent plus de capitaux et d'actifs (c'est-à-dire propriété foncière et équipement) à donner en nantissement que la plupart des autres PME.

SOURCES DU FINANCEMENT

Les sources officielles de crédit commercial, comme les prêts à terme et les marges de crédit, ont été pendant longtemps considérées comme la principale source de financement des petites entreprises. Toutefois, les capitaux propres personnels et le crédit investis dans l'entreprise deviennent également d'importantes sources de capitaux pour les propriétaires de petites entreprises. Les figures 7 et 8 énumèrent les dix principales sources de financement utilisées par les entrepreneurs en région rurale, au

Tableau 3
Taux de demande de financement et taux d'approbation, 2000, 2001 et 2004

Type de financement		PME en région rurale	PME en région urbaine	PME en région rurale	PME en région urbaine	PME en région rurale	PME en région urbaine
		2004		2001		2000	
		(%)					
Emprunt	Taux de demande	26	16	22	17	31	21
	Taux d'approbation	88	77	87	76	87	79
Location-acquisition	Taux de demande	4,7	2,6	6	8	9	9
	Taux d'approbation	99	94	98	92	99	97
Capitaux propres	Taux de demande	1,4	1,1	<1	1	4	2
	Taux d'approbation	n.d.	40	n.d.	n.d.	81	74

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000, 2001 et 2004.

CONDITIONS DU CRÉDIT POUR LES ENTREPRENEURS EN RÉGION RURALE EN 2004

- Les formes de financement les plus demandées étaient les prêts à terme (44 %), de nouvelles marges de crédit (24 %) et les prêts à court terme (19 %).
- Les entrepreneurs en région rurale ont demandé en moyenne des prêts à terme de 104 000 \$, le montant autorisé étant de 95 000 \$ (par rapport à des demandes de 150 000 \$ et des autorisations de 137 000 \$ pour les entrepreneurs urbains).
- Pour les nouvelles marges de crédit, la demande moyenne s'élevait à 71 000 \$, le montant autorisé étant de 76 000 \$ (par rapport à des demandes de 91 000 \$ et des autorisations de 95 000 \$ pour les entrepreneurs urbains).
- Pour les prêts à court terme, la demande moyenne s'élevait à 65 000 \$, le montant autorisé étant de 131 000 \$ (par rapport à des demandes de 141 000 \$ et des autorisations de 261 000 \$ pour les entrepreneurs urbains).
- Quarante-cinq pour cent des entrepreneurs en région rurale demandant un financement ont dû donner des biens personnels en garantie (40 % pour les entrepreneurs en région urbaine).
- Quarante-sept pour cent des entrepreneurs ruraux demandant un financement ont dû donner des biens d'entreprise en garantie (38 % pour les entrepreneurs en région urbaine).
- Les états financiers des entreprises, les états financiers personnels et les demandes officielles étaient les documents les plus souvent demandés par le fournisseur de crédit.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

moment où ils ont créé leur entreprise et en tant qu'entreprise bien établie en 2004, respectivement, par rapport aux propriétaires d'entreprise en région urbaine.

Comme le montre la figure 7, les moyens informels de financement, comme les économies personnelles, constituent l'une des principales sources de financement utilisées par les entrepreneurs tant en région urbaine que rurale à l'étape du démarrage, les trois quarts d'entre eux s'étant servis de leurs économies personnelles.

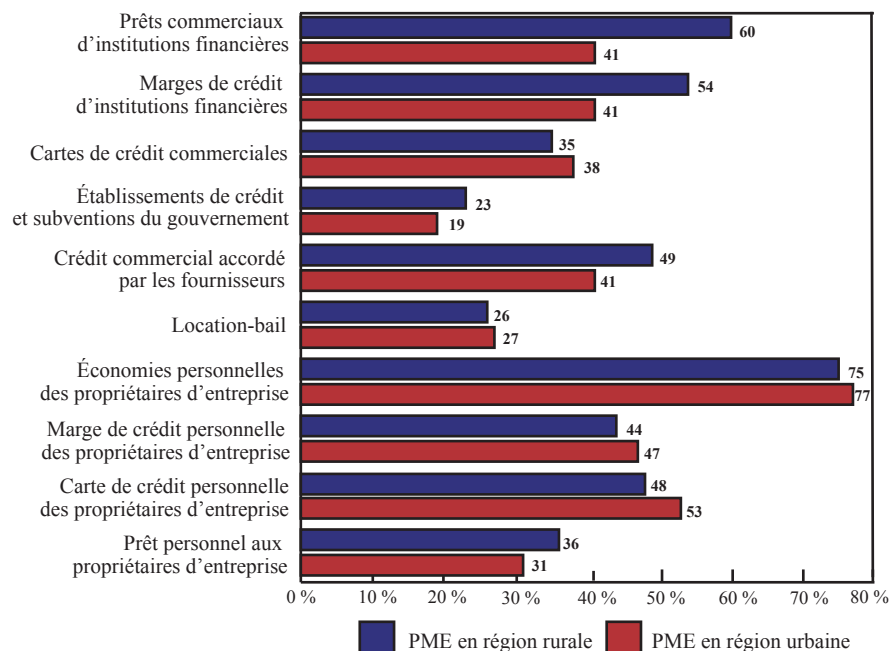
Les entrepreneurs en région rurale ont opté en plus grand nombre pour des prêts commerciaux (60 % par rapport à 41 %) et les marges de crédit (54 % par rapport à 41 %) pour financer le démarrage de leur entreprise, par rapport à leurs homologues urbains. Le plus grand volume d'actifs, qui pourrait être utilisé en nantissement, peut expliquer le fait que les PME en région rurale sont davantage portées à avoir recours au crédit commercial officiel à leur démarrage. Cette constatation est étayée par le fait que 47 % des PME en région rurale ont dû donner des biens commerciaux en nantissement par rapport à 38 % des PME en région urbaine. Ceci est peut-être

dû à la concentration élevée de PME rurales dans le secteur agricole, lequel est le plus grand utilisateur des crédits commerciaux et des marges de crédit.

Les PME rurales ont également davantage recours aux prêts et subventions du gouvernement que les PME urbaines (23 % par rapport à 19 %). Une fois qu'elles sont établies, tant les PME en région rurale que celles en région urbaine se tournent vers des sources de financement plus officielles, comme l'illustre la figure 8. Une fois établies, les PME rurales choisissent en moins grand nombre d'avoir recours aux économies personnelles des propriétaires d'entreprises (56 % par rapport à 75 % à l'étape de démarrage).

Pour ce qui est du type de fournisseur de crédit sollicité, les PME établies en région rurale s'adressent moins souvent aux banques à charte pour obtenir un emprunt (47 % par rapport à 74 % pour les PME établies en région urbaine) (figure 9). Ceci reflète le fait que les PME rurales ont tendance à faire affaire avec des coopératives d'épargne et de crédit et des caisses populaires (32 % par rapport à 18 % pour les PME urbaines).

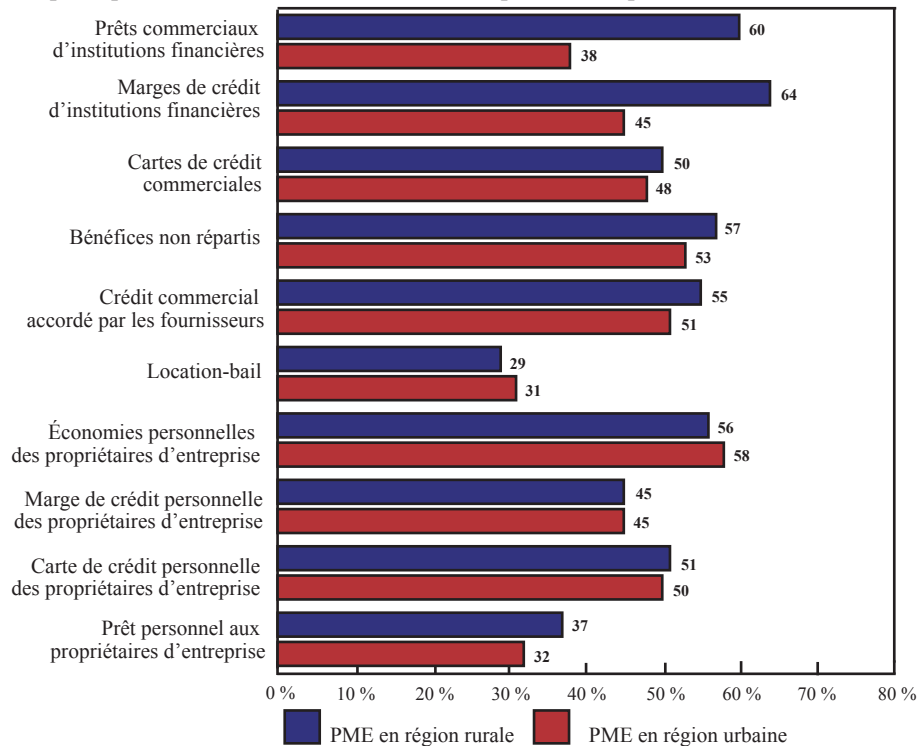
Figure 7
Dix principales sources de financement utilisées par les entreprises en démarrage*



* Signalées par les PME en activité en 2005 relativement aux expériences de financement au moment de leur démarrage entre 1999 et 2004.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

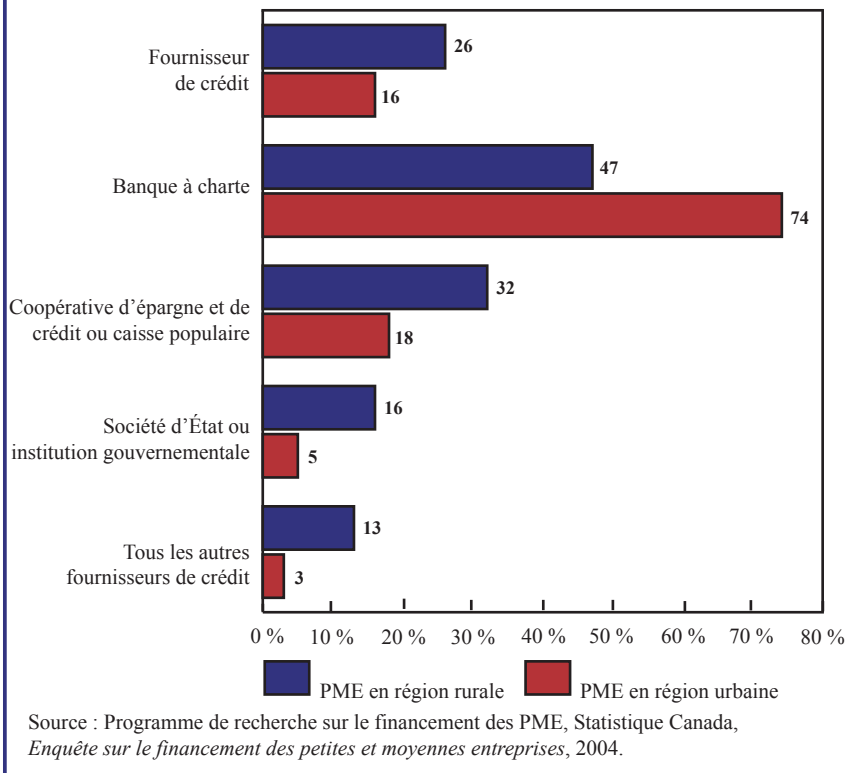
Figure 8
Dix principales sources de financement utilisées par les entreprises établies, en 2004*



* Inclut toutes les sources utilisées, peu importe qu'elles aient été accordées ou utilisées au cours d'une année antérieure.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Figure 9
Pourcentage de PME qui ont demandé un emprunt
et types de créancier sollicités

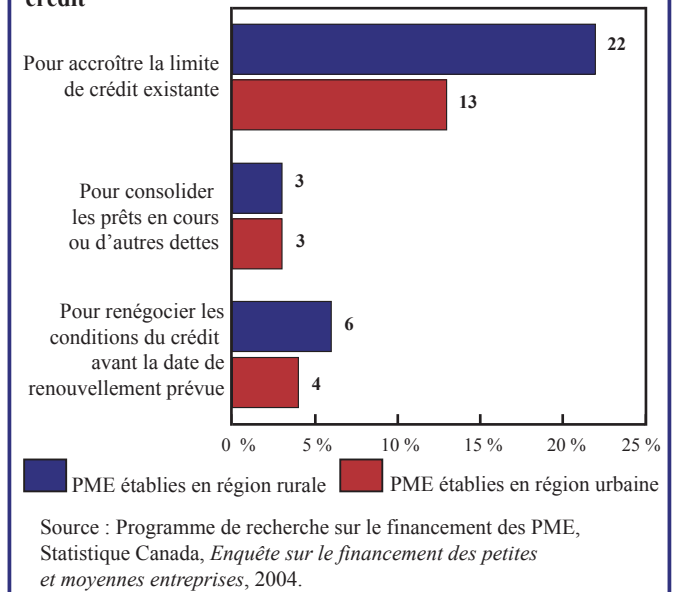


Les PME établies en région rurale ont davantage tendance à faire affaire avec une seule institution financière, pendant de plus longues périodes, que les PME situées en région urbaine. Quarante-trois pour cent des PME rurales font affaire avec la même institution financière depuis plus de dix ans par rapport à 33 % pour les PME urbaines (Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004).

AUTRES CARACTÉRISTIQUES DU FINANCEMENT

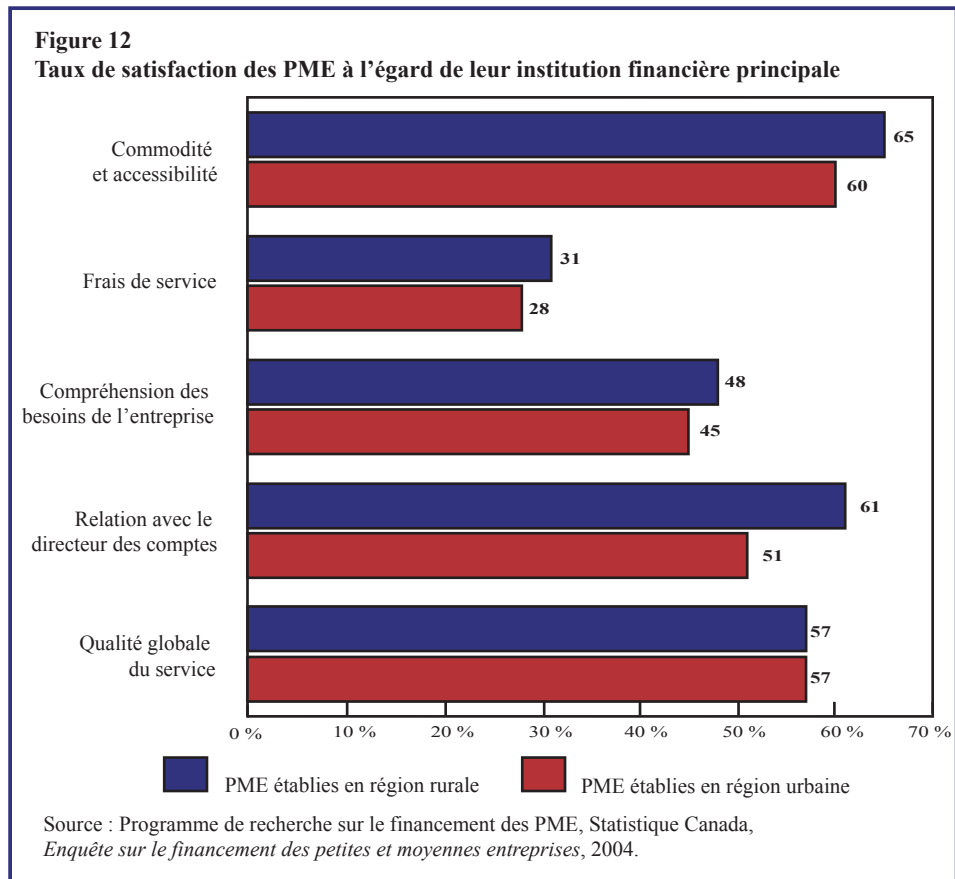
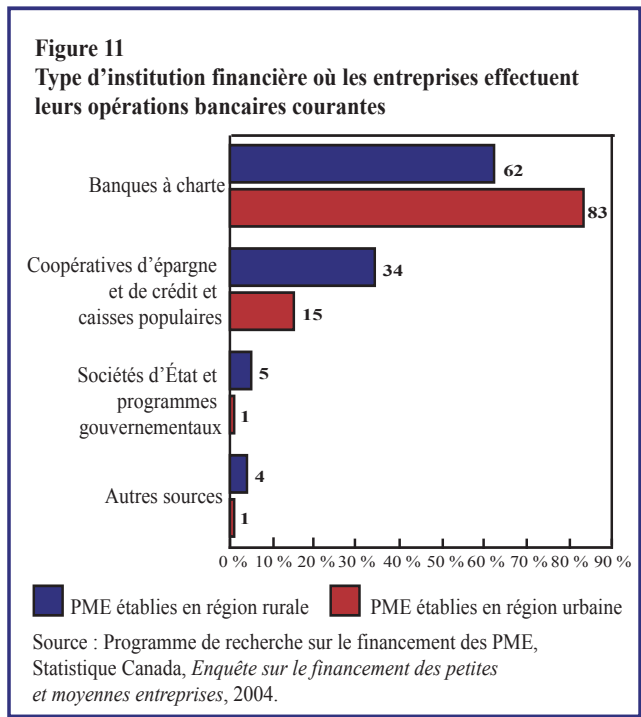
Les PME situées en région rurale sont plus nombreuses que les PME urbaines à s'être adressées à leur fournisseur de crédit pour accroître leur limite de crédit existante et renégocier les conditions du crédit avant la date de renouvellement. La figure 10 montre que 22 % des PME rurales se sont adressées à leur fournisseur de crédit pour accroître leur limite de crédit existante et 6 % pour renégocier leurs conditions de crédit avant la date de renouvellement, par rapport à 13 % et 4 % respectivement des PME établies en région urbaine.

Figure 10
Pourcentage de PME qui s'adressent à des fournisseurs de crédit



Plus du tiers des PME établies en région rurale effectuent leurs opérations bancaires courantes auprès de coopératives d'épargne et de crédit et de caisses populaires, par rapport à seulement 15 % des PME établies en région urbaine (figure 11). Par contre, 83 % des PME en région urbaine effectuent leurs opérations bancaires courantes auprès de banques à charte, par rapport à 62 % pour les PME des régions rurales. Qui plus est, la proportion de PME rurales effectuant leurs opérations bancaires courantes auprès de sociétés d'État et de programmes gouvernementaux est cinq fois plus élevée que celle de PME urbaines.

La figure 12 présente le taux de satisfaction des PME à l'égard de leur institution financière principale. Le degré de satisfaction se mesure selon les critères suivants : la qualité globale du service, la relation avec le directeur des comptes, la compréhension des besoins de l'entreprise, les frais de service, et la commodité et l'accessibilité. En général, les PME établies en région rurale sont plus satisfaites de leur institution financière que celles situées en région urbaine.



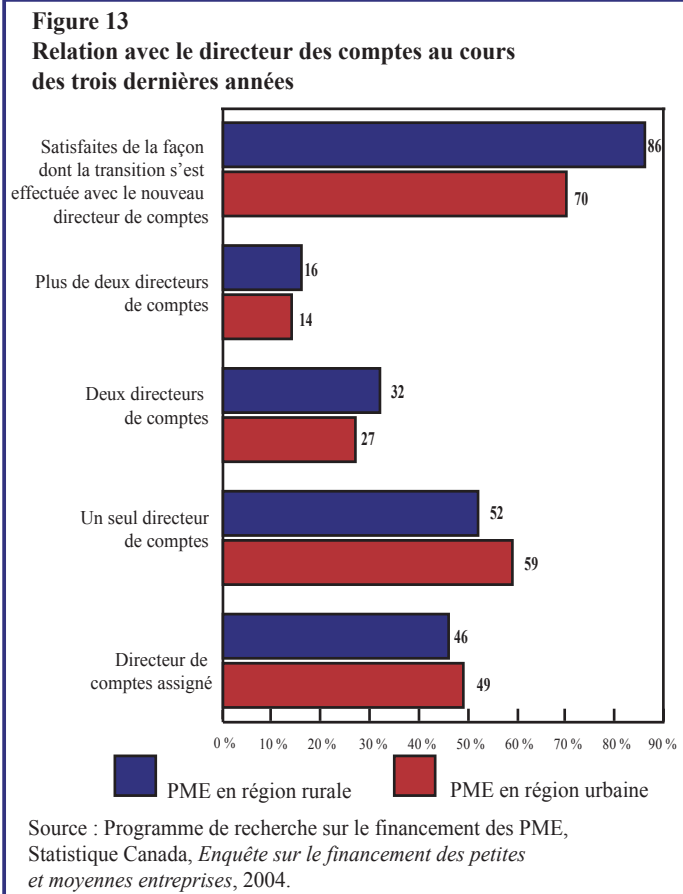
La figure 13 présente de l'information sur la relation entre les PME et le directeur des comptes s'occupant de leur dossier. Près de la moitié des PME, tant en région rurale qu'urbaine, ont fait affaire avec un directeur de comptes assigné au cours des trois dernières années. Les PME des deux régions ont fait affaire en moyenne avec deux directeurs de comptes au cours des trois dernières années. Les PME rurales sont plus satisfaites de la façon dont la transition s'est effectuée avec le nouveau directeur de comptes que les PME urbaines (86 % par rapport à 70 %).

SOMMAIRE ET ANALYSE

Les PME canadiennes situées en région rurale contribuent grandement à l'économie rurale du pays. Dans l'ensemble, elles sont proportionnellement plus nombreuses dans les Prairies et la région de l'Atlantique. Ces régions sont connues pour la prédominance du secteur agricole et du secteur primaire, ce qui coïncide avec la répartition sectorielle des PME établies en région rurale.

Les entrepreneurs qui veulent faire prospérer ou diversifier leur entreprise se heurtent à de nombreux obstacles. Les principaux défis perçus par les PME situées en région rurale par rapport à celles situées en région urbaine sont la difficulté à trouver de la main-d'œuvre qualifiée, les primes d'assurance, la piètre rentabilité, les taux d'imposition et la réglementation gouvernementale.

En ce qui a trait à l'accès au financement, le présent profil fait ressortir que les PME établies en région rurale sont plus nombreuses à se tourner vers des sources de financement officielles, comme le crédit commercial, la location-bail et le financement gouvernemental, et que le taux d'approbation de leurs demandes est plus élevé que celui de leurs homologues urbains. Par ailleurs, les PME situées en région rurale s'adressent davantage aux coopératives



d'épargne et de crédit ou aux caisses populaires pour obtenir du financement. Plus du tiers des PME rurales effectuent leurs opérations bancaires courantes auprès de coopératives d'épargne et de crédit ou de caisses populaires, par rapport à seulement 15 % des PME urbaines, et les PME rurales font généralement affaire avec une seule institution financière, pendant de plus longues périodes, que les PME établies en région urbaine.

RÉFÉRENCES

Alasia, A. et E. Magnusson. « Le niveau de compétences professionnelles : le fossé entre les régions rurales et les régions urbaines du Canada », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 6, n° 2, 2005.

Beshiri, R. et E. Alfred. « Les immigrants au Canada rural », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 4, n° 2, 2002.

Davis, C. et L. Hulett. *Besoins en compétences dans le secteur primaire de la région de l'Atlantique*. Rapport préparé par InnovaQuest pour la Conférence sur le développement des compétences dans une économie axée sur le savoir, Agence de promotion économique du Canada atlantique, 1999.

du Plessis, V. « L'activité liée au travail autonome dans les régions rurales du Canada », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 5, n° 5, 2004.

du Plessis, V., R. Beshiri et R. Bollman. « Définitions de "rural" », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 3, n° 3, 2001.

Dupuy, R., F. Mayer et R. Morissette. *Les jeunes ruraux : rester, quitter, revenir*, rapport de Statistique Canada présenté au Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, 2000.

Fellegi, I. *Comprendre les structures et tendances du Canada rural*, présentation du statisticien en chef du Canada, 1996.

Keith, B. « Au-delà de l'agriculture proprement dite : l'emploi dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans les régions rurales et urbaines du Canada », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 4, n° 8, 2003.

Mendelson, R. « La composition des établissements commerciaux dans les petites et les grandes collectivités du Canada », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 1, n° 3, 1999.

Mwansa, P. et R. Bollman. « Les tendances démographiques des communautés dans leur contexte régional », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 6, n° 3, 2005.

Reimer, B. et P. Apedaile. *The New Rural Economy in Canada*, préparé par la Canadian Rural Revitalization Foundation pour le Canadian Employment Research Forum, 2000.

Singh, V. « L'écart entre les revenus ruraux et urbains dans les provinces : mise à jour jusqu'en 2000 », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 5, n° 7, 2004.

St-Pierre, J. et R. Beaudoin. *Le financement des PME canadiennes : Satisfaction, accès, connaissance et besoins, 2001*. Préparé par l'Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières, pour Industrie Canada, 2002.

Tremblay, J. « Migration des jeunes ruraux entre 1971 et 1996 », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, vol. 2, n° 3, 2001.

PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LE FINANCEMENT DES PME

Les *Profils de financement des petites entreprises*, qui regroupent une série d'articles portant sur des segments particuliers du marché, s'inscrivent dans le cadre des initiatives d'Industrie Canada visant à présenter des rapports et des études sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME).

Conformément aux recommandations formulées en 1999 par le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien, le Programme de recherche sur le financement des PME est un vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, Industrie Canada cherche à broser un tableau complet du financement des petites et moyennes entreprises en publiant des données sur l'offre et la demande.

Dans le cadre du Programme, Statistique Canada mène une série d'enquêtes nationales sur les petites et moyennes entreprises (*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*) et les fournisseurs de services financiers (*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*). En complément, Industrie Canada réalise des études sur certains aspects particuliers du financement des PME.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de recherche sur le financement des PME et avoir accès aux conclusions et rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca. Pour en apprendre davantage sur la méthode de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, visitez le site Web de Statistique Canada à www.statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur cet article, faites parvenir un courriel à prfpme@ic.gc.ca.

INFORMATION SUR LE DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 264D, tour Ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Tél. : 613-948-1554
Télec. : 613-947-7155
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également disponible par voie électronique en version HTML à www.pme-prf.gc.ca.

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@pwgsc.gc.ca

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu188-4/12-2008
ISBN 978-0-662-05973-8
60514

Also available in English under the title *Small Business Financing Profiles – Rural-Based Entrepreneurs*.

